

FICHE PAYS

Viêt Nam



Division Géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires Étrangères © 2005

- **Monnaie** : Dong (1€ = 26 867 VND) 05/12/24
- **Langue officielle** : Vietnamien
- **Population** : 101,1 M d'habitants – 16ème pays le plus peuplé du monde dont 62% résidant en milieu rural (GSO, 2024)
- **IDH 2023** : 107^{ème} sur 189 (PNUD, 2022)
- **Organisation territoriale** : 63 provinces dont 5 « Villes-Provinces » (Hanoï, Hô Chi Minh-Ville, Hai-phong, Danang et Can-Tho) ; 713 districts et 11 162 communes
- **Contexte politique** : République socialiste dirigée par le Parti Communiste Vietnamien, suivant la doctrine Marxiste-Léniniste et la Pensée de Hô Chi Minh (parti unique). Pleins pouvoirs sur les plans politique, militaire, diplomatique, culturel et sécuritaire.

LES ENJEUX DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Des ressources en eau abondantes mais menacées

Le Viêt Nam dispose d'abondantes ressources en eau inégalement réparties et de plus en plus menacées. La qualité de l'eau se détériore avec une augmentation rapide des pollutions notamment dues au développement urbain rapide, à l'industrialisation, à l'agriculture intensive péri-urbaine ainsi qu'aux faibles niveaux de contrôle. Au niveau des grands centres urbains (Hanoï, Hô Chi Minh-Ville), les eaux montrent des signes de contamination par des composés organiques et des métaux lourds.

L'extraction non réglementée des eaux souterraines, associée à l'élévation du niveau de la mer et au déclin des rivières, a engendré l'épuisement des eaux souterraines, l'intrusion d'eau salée et l'affaissement des terres. Les quatre principaux bassins fluviaux, où 80% du PIB est produit, sont déjà confrontés à un stress hydrique pendant la saison sèche. Une forte augmentation de la demande en eau est prévue (la population devrait passer à 120 millions d'ici 2050) et, d'ici 2030, 11 des 16 bassins devraient être en stress hydrique ([Banque Mondiale, 2019](#)).

Le Viêt Nam figure parmi les 20 pays les plus touchés par le changement climatique au cours des vingt dernières années ([IRC Germanwatch, 2021](#)). Plus de 70% de la population est exposée à un ou plusieurs types de risques naturels liés à l'eau. La région côtière est particulièrement vulnérable.

Les services d'eau potable et d'assainissement (EPA)

Taux d'accès à des services gérés en toute sécurité en 2022 (JMP, 2023)	Milieu rural	Milieu urbain
Eau potable (Point d'eau amélioré, à domicile, disponible au besoin et exempt de contamination)	46 %	76 %
Assainissement (Structure empêchant le risque de contact avec des matières fécales, non partagée, dont les excréta sont gérés de façon appropriée, et disposant d'un système de lavage des mains avec eau et savon)	45 %	41%

L'alimentation par réseau d'eau représente 52% des modes d'accès mais reste très inégale entre le milieu urbain (84%) et le milieu rural (35%). Pour ce qui est de l'exploitation du service d'eau potable, les moyens techniques et financiers des opérateurs sont insuffisants. L'une des raisons est le maintien par les autorités locales d'un prix de l'eau très bas, insuffisant pour couvrir les coûts d'exploitation et réaliser les investissements nécessaires au renouvellement périodique des installations.

Toutefois, le service connaît une amélioration constante et un développement rapide, notamment dans les centres urbains. La qualité de l'eau n'est néanmoins pas assurée de manière constante et systématique par tous les exploitants. En milieu rural, la nouvelle Loi sur l'Eau entend combler le fossé entre l'alimentation en eau potable en zones urbaine et rurale et accentuer ses efforts sur le développement du service en milieu rural où la grande majorité des services d'eau (77% des systèmes d'adduction d'eau) fonctionnent selon un modèle de gestion communautaire à l'échelle du village. 5% de la population rurale utilise l'eau de pluie comme principale source d'eau potable ([Banque Mondiale, 2019](#)).

La collecte et le traitement des eaux usées ne sont que partiellement assurés au Viêt Nam malgré la législation en vigueur. Seuls 12,5% des eaux usées sont traitées avant d'être rejetées ([Banque Mondiale, 2019](#)). Le secteur de l'assainissement est en plein développement et les grandes villes s'équipent de plus en plus de systèmes de collecte

DOCUMENTS ET RESSOURCES

- [Site internet du MoNRE](#)
- [Site internet du MoC](#)
- [Stratégie nationale des ressources en eau Vers l'an 2020 \(MoNRE, 2006\)](#)
- [Recensement de la population et de l'habitat \(General Office Statistic, 2019\)](#)
- [Vietnam : Toward a safe, clean, and resilient water system, Banque Mondiale, 2019](#)

[Plus de documents et de ressources utiles ici](#)

COOPÉRATION DANS LE SECTEUR

Coopération bilatérale et multilatérale

- Agence Française de Développement (AFD)
- Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)
- Coopération finlandaise
- Banque Asiatique de Développement (ADB)
- Banque Mondiale (WB)

Membre de l'Asia Wastewater Management Partnership (AWaP). Ce partenariat, qui lie le Cambodge, l'Indonésie, le Japon, le Myanmar, les Philippines et le Viêt Nam, et auquel d'autres organisations internationales sont associées, a pour objectif la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) avec un focus sur la réduction des eaux usées non traitées (Cible 6.3).

Coopération institutionnelle

- Agence de l'eau Rhin-Meuse et la Province de Binh Dinh initient une coopération pour la mise en place d'une Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)

Coopération décentralisée et non gouvernementale française

Coopérations décentralisées :

- Grand Périgueux / Ville de Bac Ha
- Conseil Départemental du Val de Marne / Province de Yên Bái
- Commune de Saint-Florent / Ville de Cần Thơ
- Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) / Ville de Huế
- Syndicat Eau et Assainissement de Fontoy - Vallée de la Fensch (SEAFF) et Syndicat Mixte Production Eau Fensch Lorraine (SFL) / Province de Bình Định

ONG françaises actives :

Croix-Rouge Française, Gret

Cartographie des actions de coopération franco-vietnamienne :

<https://www.pseau.org/outils/actions>

Contact : marie.zerbo@pseau.org



et de traitement des eaux usées. La filière est toutefois récente et les process pas toujours pleinement maîtrisés. La majorité des stations d'épuration construites font face à des dysfonctionnements récurrents. En zone rurale, l'assainissement est quasi exclusivement non collectif.

La prise en compte du genre

Selon les normes sociales, les femmes ont la responsabilité d'approvisionner le foyer en eau pour la boisson et l'ensemble des besoins quotidiens. La mauvaise qualité des services d'eau et d'assainissement affecte donc directement leurs conditions de vie. Le gouvernement tente de prendre en compte ce critère afin de réduire ces inégalités systémiques. Par exemple, la stratégie nationale d'alimentation en EPA en milieu rural à l'horizon 2020 met l'accent sur la participation active des femmes à la gouvernance de l'eau. Par ailleurs, les femmes sont assez bien représentées dans les services provinciaux en charge de la gestion de l'eau, ainsi que dans les entreprises semi publiques ou privées d'EPA.

LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Stratégies et documents de cadrage

Au cours des 20 dernières années, le Viêt Nam s'est doté de nombreux instruments législatifs et réglementaires pour encadrer le secteur de l'eau et de l'assainissement. En voici les principaux :

[La loi sur les Ressources en Eau](#) (adoptée en 1998, mise à jour en 2012 et 2023) donne le cadre de la gestion, la protection, l'exploitation et l'usage des ressources en eau, de la prévention et du contrôle des effets nocifs de l'eau. Officiellement entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2024, cette loi met l'accent sur la gestion intégrée et unifiée des ressources avec notamment une volonté de redonner vie aux « rivières mortes ».

[La loi sur la Protection de l'Environnement](#) (2014) fournit un dispositif légal et définit le rôle de chaque institution en matière de protection de l'environnement.

13 décrets, 38 circulaires et décisions et 14 normes environnementales précisent ces deux lois, dont les principaux sont le décret [n°80/2014 ND-CP](#) sur l'évacuation et le traitement des eaux usées, les décrets [n°124/2011 ND-CP](#) et [n°117/2007 ND-CP](#) sur la production, la fourniture et la consommation d'eau potable, la décision [n°1929/QĐ-TTg](#) sur la fourniture d'eau au Viêt Nam en zones urbaines et industrielles pour 2025 à vision 2050 et la circulaire [n°35/2015/TT-BTNMT](#) sur le traitement des eaux usées en zones industrielles.

Les principaux acteurs du secteur

Conseil National des Ressources en Eau, chargé de conseiller le gouvernement et le premier ministre sur les décisions importantes relatives aux ressources en eau.

Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement (MoNRE), responsable de la gestion des ressources en eau et du contrôle de la pollution des eaux.

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MARD), responsable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural.

Ministère de la Construction (MoC), responsable de l'approvisionnement en eau des zones urbaines et des zones industrielles, de la collecte et du traitement des eaux usées et de la gestion des déchets dans les zones urbaines et les zones résidentielles rurales concentrées.

Ministère de la Santé, responsable de la qualité de l'eau potable.

Les Provinces, disposant de la compétence eau potable sur leur territoire.

Présentes à tous les échelons du territoire (province, district, commune), les autorités locales sont les suivantes :

Le **Conseil populaire**, organe législatif local. Il garantit la direction unifiée du pouvoir central tout en servant de relais aux initiatives locales.

Le **Comité populaire**, organe exécutif et administratif de l'État au niveau local. Il est chargé de l'application de la Constitution et des lois. Il est responsable de la surveillance et de la protection, du développement et de la gestion des ressources en eau.

